

pouvoirs? Il ne sert pas à grand-chose de prêcher le fédéralisme dans tout le pays quand personne ne sais ce que c'est. Il est évident que certains le savent, mais il y en a beaucoup trop qui l'ignorent. Il faut prendre des moyens positifs pour changer la situation.

Il me semble aussi que dans nos écoles, comme dans les émissions de radio et de télévision, on a tendance à trop simplifier des problèmes très difficiles comme celui de la pollution. J'ai été dans des écoles où les gens ne peuvent pas comprendre pourquoi on ne bannit pas les voitures puisqu'elles polluent l'air ou bien qui veulent mettre hors la loi tous ceux qui se servent des Grands lacs comme dépotoirs à ordures.

Une voix: Bonne idée!

M. Cafik: Bien sûr, c'est une bonne idée, mais si vous pensez à toutes les conséquences que cette décision entraînerait, vous vous retrouveriez jusqu'au cou précisément là où vous ne voulez pas vous trouver. Il y a quelque chose de juste là-dedans, c'est vrai, et ce sont là des problèmes urgents, mais ça ne sert vraiment à rien de parler à un groupe de petits mômes et de leur dire que les choses peuvent se régler d'un jour à l'autre et de leur montrer des photos des canalisations d'égouts qui se déversent dans les Grands lacs au lieu de discuter des problèmes importants de pollution qui entourent la question. On veut qu'on supprime la pollution et qu'on se débarrasse des voitures et pourtant le chômage est trop élevé. Si on faisait cela de la façon à laquelle on pense il est probable que la majorité des Nord-américains se retrouveraient en chômage. Ainsi, je crois qu'en réalité nous ne faisons rien d'utile quand nous décevons notre jeunesse en lui offrant des solutions bâclées à des questions excessivement compliquées, et je crois que c'est leur rendre un très mauvais service que d'essayer de le faire.

Je crois aussi qu'une des causes de cette difficulté—et je ne parle pas ici des problèmes que nous pose actuellement le FLQ, même que tout cela aboutit à une situation qui les rend possibles—c'est que nous-mêmes, comme hommes politiques, nous sommes beaucoup trop politisés. Parfois, sinon toujours, nous devrions faire passer notre pays ainsi que l'unité de notre pays avant l'ambition ou l'opportunisme politique. Trop souvent, hélas, j'ai vu et je suis sûr que vous aussi vous avez vu des gens se dresser sur les tribunes électorales et s'écrier: «Qu'est-ce que cet adversaire a déjà fait pour le Canada?» ou encore: «Les deux vieux partis n'ont jamais rien fait!»

Des voix: Bravo!

M. Cafik: Ou bien ils disaient: «Le NPD est une bande de communistes». Ce n'est pas ce que nous devrions dire. Soyons sérieux et parlons de ce qu'ils sont vraiment. Si nous continuons de dénigrer notre prochain et nos collègues hommes politiques, nous ne faisons certainement que créer de l'animosité au sein de notre société. Nous trouvons peut-être ces choses comiques ou sans importance. Je ne pense pas qu'un seul d'entre nous n'ait jamais fait campagne, frappant aux portes, et essayé de se présenter, sans rencontrer un individu apparemment poussé par la haine et la méfiance plus que par autre chose parce qu'il appartient à un autre parti.

Ce genre d'individu vous dit: «Vous êtes des vauriens, car seuls ceux du NPD sont sérieux» ou si ce sont des libéraux, ils dénigrent les conservateurs, ou tout autre

[M. Cafik.]

parti. Je ne crois pas que nous soyons sans reproche en ce qui concerne cet état de choses et je ne trouve pas que ce soit une attitude ou un sentiment valable à laisser se propager dans tout le Canada. Il faut faire quelque chose pour créer des conditions favorables à l'unité nationale plutôt qu'à la désunion au sein de la nation. Dans une ère de communications de masse, aucune démocratie ne peut survivre, je pense, sans utiliser ces outils, non à des fins politiques imbues d'esprit de parti mais pour informer nos gens et les intéresser au processus démocratique. Dans ce domaine, nous avons échoué misérablement.

On devrait, à mon avis, accorder aux députés les installations nécessaires et les moyens d'intéresser réellement leurs mandants. Sinon, on ne pourra blâmer les gens de se sentir aliénés de nous et de tout ce que nous représentons. Pour cela, chaque député fédéral et peut-être chaque député provincial devrait avoir dans sa propre circonscription un bureau dont le gouvernement du Canada ou de la province assumerait les frais afin de lui permettre de traiter avec les gens qu'il représente. Il n'en coûterait pas tellement cher non plus car toutes les circonscriptions comptent un bon nombre d'immeubles publics, que l'on devrait mettre à la disposition des députés; ceux-ci pourraient alors mieux représenter leurs électeurs et mieux connaître leurs points de vue, quelle que soit leur affiliation politique.

• (9.00 p.m.)

En outre, on devrait assurer aux députés un personnel compétent pour leur permettre de s'acquitter de leur tâche, qui relève de la démocratie directe. Je me souviens d'avoir dit, il y a environ un an et demi, que si les gens de ma circonscription ne cessaient de m'apporter leur concours, je me verrais obligé de lancer le tout par la fenêtre.

Une voix: Que voulez-vous dire?

M. Cafik: J'encourageais les gens à m'écrire pour me faire part de leurs opinions, mais le courrier devenait si considérable que je ne savais plus où donner de la tête. Ce n'est pas rendre service à la population que de l'inviter à apporter son concours et de ne pas assurer aux députés les installations nécessaires pour qu'ils s'occupent des gens qui ont répondu à leur appel.

Nous devrions pouvoir disposer, dans ces immeubles, d'un personnel assez considérable pour pouvoir répondre à la participation de nos électeurs. En outre, on devrait nous assurer des moyens de communication dans les deux sens avec nos circonscriptions. Nous savons à quel point les installations font défaut de ce côté. Il nous est facile, de la Chambre des communes, de téléphoner à quelqu'un de notre circonscription, mais si l'un de nous se trouve dans son comté, car il a bien le droit d'y aller de temps à autre, sinon toutes les fins de semaine, il ne peut communiquer avec les gens qu'à ses frais. Il doit payer ses appels téléphoniques de sa poche. Je ne m'en plains pas, mais il y a bien des nouveaux députés ici qui ne peuvent assumer cette dépense. J'aimerais vous en donner un exemple. Durant une fin de semaine du dernier congé de Pâques, alors que je me trouvais chez moi, je reçus un appel téléphonique: une personne me disait que sa fille était en prison. Je ne vous dirai pas le nom de l'endroit, car les intéressés liront peut-être mon discours. La détention était dans une prison des États-Unis. Quelque temps